

Vendeurs de « saka be loha »

[Littéralement, chat à grosse tête. Signifie au sens figuré bluff, bobard ou mensonge]

Tribune – Edito – Ndimby A. 01/02/10

Andry Rajoelina est donc parti quelques jours à l'extérieur. En France et dans quelques pays d'Europe, selon la communication de la Haute autorité de transition (HAT) ; en Lybie selon certaines sources. Peu importe sa destination, le plus important est ce qu'il y fait : selon toutes probabilités, pour y quémander soutien moral et financier. Cela me rappelle une chanson de Sareraka contre Ratsiraka dans les années 80 : *Dia mangataka re tompoko ô / Mangataka re tompoko ô / Rahampitso aho ho any Lybie / Afak'ampitso ho any Algerie / Dia hangataka amin'i Chadli / Dia hangataka amin'i Kadhafi...* [1]. Entre-temps, Sareraka est devenu membre de la HAT et a perdu son sens critique et sa vision réaliste. Le successeur de Boumedienne est mort, mais dans la chanson ci-dessus, on peut garder les rimes en remplaçant juste « Algérie » par « Paris », et « Chadli » par « Sarkozy ».

Avant son départ pour l'Europe, Andry Rajoelina a annoncé un possible report des législatives prévues le 20 mars, et l'organisation au préalable d'une conférence nationale, censée être consensuelle et inclusive. Tout en tendant une perche à ceux que Maputo a frustrés au sein du fan-club de la première heure, comme Monja Roindefo et Blanche Richard (la grande-prêtresse des Assises nationales), ce report offre une ouverture minimale théorique à la reprise des discussions avec l'opposition. Car il fallait être inconscient pour ne pas se rendre compte qu'avec ces législatifs bidon, la HAT allait fracasser le pays à vitesse TGV contre un mur. Car telles qu'elles étaient prévues, ces élections ne pouvaient en aucun cas être une solution, ni vers un apaisement de la tension politique nationale, ni vers la reconnaissance internationale.

Une petite avancée...

Au nom de l'objectivité, évitons cependant de tomber dans les effets pervers et stériles d'une opposition de principe aux géniteurs du coup d'Etat. La dernière déclaration de Monsieur Rajoelina sur les législatives est une petite avancée, même minime, pour rompre avec l'autisme vers lequel les faucons (et les vrais) tentent de le pousser. Du moins, s'il a besoin d'être poussé, car je subodore que par essence et par vocation, le personnage est égocentrique et peu démocrate dans l'âme. A ceci s'ajoute une totale inexpérience des affaires publiques, qui l'oblige à mettre ses destinées aux mains de vieux briscards de la politique, ainsi que d'officiers qui renient leur honneur pour des amitiés mutines. Amitiés sonnantes et trébuchantes ?

Théoriquement, on attend que les diverses mouvances s'expriment sur les propositions de Jean Ping dans le laps de temps prévu de 15 jours. Dans le même temps, des délégations de la HAT sont en mission depuis quelques jours dans les principales capitales qui comptent, dans l'objectif d'éviter les sanctions dont la communauté internationale a agité la menace. Seule Washington ne sera pas visitée, car sans doute dans la crainte de voir une demande de visa rejetée, c'est par le biais d'une lettre ouverte publiée dans The Wall Street Journal que Andry Rajoelina a choisi de se poser en donneur de leçons de démocratie auprès des Américains. Et partout, tenter de resservir et faire avaler les plats de coulevres réchauffés à la sauce griot : il n'y a pas eu coup d'Etat, car c'est Ravalomanana qui a démissionné e e e ; c'est tout le peuple malgache (*vahoaka malagasy*) qui est derrière Rajoelina e e e ; la HAT va mener le pays vers la démocratie et la bonne gouvernance e e e...

Exemples parmi tant d'autres des ramassis de *saka be loha* que les crédules et les naïfs avalent avec délectation depuis un an [2]. Sans oublier la meilleure : ne punissez pas le peuple par vos sanctions, car le peuple ne vous a rien fait. Quand on a vraiment peur que des innocents paient vos propres bêtises, on a au moins la décence et le scrupule d'éviter d'en faire en parfaite connaissance de cause. Et sans oublier la pire : au nom de la souveraineté nationale, la HAT n'a pas besoin de l'aide extérieure, et la communauté internationale n'a qu'à rester chez elle si elle n'est pas contente. Si cela était vrai, Andry Rajoelina n'aurait pas besoin d'aller en catimini à Paris pour faire des courbettes chez les parrains de la Françafrique.

Tous ceux qui avaient une connaissance minimum des relations internationales contemporaines savaient depuis le début que le coup d'Etat allait nous mettre au ban de la communauté des Nations. Hélas, Andry Rajoelina a préféré écouter ses thuriféraires chanter ses louanges, et le convaincre qu'il aurait une victoire à l'usure : ce ne serait qu'une question de temps, 18 mois selon certains penseurs. Il est certain que la non-reconnaissance ne sera pas éternelle. Mais en attendant, AGOA, chômeurs et autres faillites passeront par

pertes et profits, au nom de la démocratie, et surtout de son contraire : la Révolution orange, marquée au noir du lundi 26 janvier et du rouge du samedi 7 février. Maigre consolation : les anti-coup d'Etat se sont réjouis des camouflets vécus à l'étranger par les hâtifs à Bruxelles et à New-York, et attendent la poursuite du vidéo-gag, en espérant toutefois que ces humiliations récurrentes mettent un peu de plomb dans la tête [3] des gangsters de la politique.

Si la HAT ressort encore les arguments rappelés ci-dessus dans ses opérations actuelles de séduction en Europe, même s'ils sont éculés et à saveur de foutaises, ce sera la démonstration de son incapacité à comprendre qu'elle se fourvoie depuis un an, et qu'elle doit à la fois changer son fusil d'épaule et mettre de l'eau dans son vin. Car trouver la clé de la porte vers la solution implique une chose : comprendre les fondements et les raisons de la crise. Autrement dit, poser les vraies questions.

... mais quelles sont les vraies questions ?

Tout le monde est d'accord sur le fait que les élections sont la seule solution pour sortir de la crise. Mais lesquelles : référendum, législatives, présidentielles ? Et quand ? Et dans quel ordre ? Et qui va les organiser, les contrôler, les valider ? La crise 2009 est encore une réalité en 2010 car les législatives proposées pour le 20 mars n'ont pas réussi à rassurer sur leur pertinence par rapport à ces interrogations, et n'ont pas convaincu qui de droit qu'elles seraient crédibles, fiables et transparentes. En un mot, démocratiques. On pourra écrire d'innombrables éditos et même des livres pour répondre aux questions ci-dessus. Je ne m'y attarderai donc pas, car j'ose espérer que les analystes au sein du forum feront des propositions intéressantes. Il y a cependant deux points qui méritent d'être portés à notre attention pour cadrer correctement la réflexion.

Primo, il faut savoir quel est le principal problème à résoudre actuellement dans le pays. Il s'agit de la tête de l'Etat, car le mode d'accès au pouvoir de Andry Rajoelina n'a pas fait l'unanimité, et a généré frustration et résistance. C'est donc sur cela qu'il faut travailler en priorité, car qu'on se le dise, le problème principal n'est ni de savoir qui sera député, ni qui sera Premier ministre. Toute solution dilatoire pour botter en touche, et ne pas s'attaquer au côté à la fois illégal et illégitime du pouvoir de Andry Rajoelina, sera vouée à l'échec. Or, celui qui aime se faire appeler Président ne quittera pas le pouvoir de son plein gré dans le contexte actuel. Le mode de gestion de la crise devra donc s'attacher à définir clairement la durée durant laquelle on devra subir sa présence sans mandat électoral, et surtout définir un cadre plus ou moins consensuel à cette présence.

Malgré leurs lacunes que j'avais d'ailleurs dénoncées dès le lendemain de leur signature, les Accords de Maputo présentaient cet avantage. Malheureusement, celui qui s'est prévalu d'être à l'origine de la Charte des Valeurs, a lui-même saboté leur exécution. D'abord en perturbant la mise en application, à travers des trucs aussi mesquins que le refus de donner des bureaux ou des voitures de fonction aux co-présidents de la transition Emmanuel Rakotovahiny et Fetison Rakoto-Andrianirina. Ensuite, en succombant aux sirènes fanatiques et extrémistes pour détruire un processus inclusif et le remplacer par un processus unilatéral.

Par conséquent, la première étape devrait être un référendum démocratique (donc ouvert librement à la campagne du TIM et des autres) pour valider la présence au pouvoir de Andry Rajoelina. Une fois ceci fait, et même dans le *scenario* où l'ex-DJ était confirmé, le reste de la transition pourra s'organiser plus ou moins sereinement, que ce soit pour la Constitution, le Parlement ou les Présidentielles. Car sans cette sérénité, la transition sera toujours sur des sables mouvants, et la navigation sera toujours faite d'improvisation et de bricolage, sous la dictature de l'urgence. Maintenant, il faudrait également définir ce qui se passerait dans le cas où le référendum serait défavorable pour Rajoelina. Je trouve pertinente la proposition du forumiste Mpitily, qui propose un choix entre Rajoelina et le directoire militaire nommé par Ravalomanana. Sinon, un choix entre une transition à baser ou non sur Maputo serait également une idée à creuser.

Secundo, on ne peut pas affirmer rechercher un apaisement pour tenter de tromper la communauté internationale, et en même temps se complaire toute honte bue dans les travers classiques de l'apprenti régime dictatorial : menaces continues d'arrestation des leaders d'opposition, emprisonnement des journalistes qui refusent de crier les pompes de la transition, interdiction de rassemblement de la mouvance Madagascar dans des places publiques etc. Sans oublier que chaque semaine, si ce n'est chaque jour, la presse rapporte les abus, excès et dérapages de membres des forces de l'ordre, qui commencent à échapper au contrôle de leur hiérarchie et à porter les germes des milices du désordre.

Si vis pacem, para bellum : certes, dans certains cas, l'agressivité peut être utile pour intimider l'adversaire. Mais la HAT devrait commencer à comprendre qu'à force de tirer sur la corde, celle-ci va se casser.

Cependant, pour comprendre et agir, il faut une cervelle et un cœur qui soient plus que de simples organes anatomiques. Car « Science sans conscience n'est que ruine de l'âme » faisait dire Rabelais à Pantagruel. Mais le « Paraître » sans « l'Être » également. Or, dans cette transition dont on voit les dirigeants jouer au concours du meilleur commercial vendeur de *saka be loha*, on ne peut pas dire que « l'Être » soit sur le podium.

Notes

[1] Demain j'irai en Lybie / Après-demain en Algérie / J'irai mendier chez Chadli / J'irai mendier chez Kadhafi.

[2] Saka be loha : littéralement, chat à grosse tête. Signifie au sens figuré bluff, bobard ou mensonge.

[3] Expression classique de la langue française, à ne surtout pas prendre à la mode Dadis Camara.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Vendeurs-de-saka-be-loha,13469.html>